



le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dix-huitième année N°770 vendredi 3 mai 2024 - 8 DH -

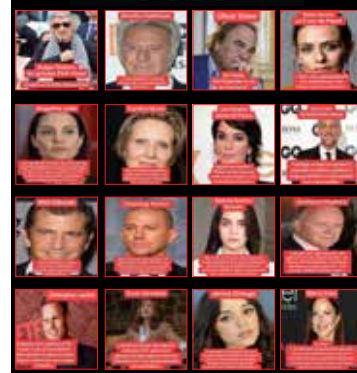
Directeur de la publication: Abdelhali Chankou

Industrie textile

Un drame social cousu de fil blanc

P10

Ces Stars qui soutiennent la Palestine



Confus de CANARD

Printemps occidental

P2



A la veille du 1er mai Le gouvernement sort le chéquier

P8

Marché des fruits et légumes



Ahmed Rahhou.

Le Conseil de la concurrence fait une bonne moisson de défaillances...

L'étude réalisée sur « l'état de la concurrence dans les marchés des fruits et légumes au Maroc » a révélé une multitude de dysfonctionnements et de freins qui minent cette filière en contribuant à alimenter leur renchérissement.

P15

La Fondation OCP en 2023

Des initiatives à fort impact tous azimuts

P11

L'USM ALGER DUREMENT SANCTIONNÉE A CAUSE DE LA FOLIE DE LA JUNTE MILITAIRE AU POUVOIR...

VOUS MÉRITEZ LA MÉDAILLE DES CHAMPIONS DU MONDE DU FORFAIT...



L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Nizar Baraka

Je reste l'homme faible de l'Istiqlal

P11





Confus de CANARD



Printemps occidental

Ces derniers temps, la liberté d'expression en occident est honteusement malmenée, piétinée et même matraquée. Elle s'arrête net là où commence le droit de manifester pour les Palestiniens jugé politiquement incorrect par les gouvernements en place. Extraordinaire retour de manivelle provoqué par l'alignement flagrant d'un certain occident volontiers moralisateur sur les thèses d'un sionisme atrocement criminel qui a dépassé par sa sauvagerie toutes les limites de l'humainement supportable. En France, qui a perdu depuis quelque temps déjà son label de « patrie des droits de l'homme » du fait du recul patent sur son territoire de la tolérance et de la progression de l'islamophobie, il ne fait pas en effet bon vibrer publiquement pour Gaza et sa population de femmes, d'enfants et de bébés sauvagement massacrée depuis le 7 octobre à coups de bombes aériennes par la soldatesque israélienne. Les militants français sincères, qui refusent de pactiser avec la bande terroriste à Netanyahu, n'ont cessé de l'apprendre à leurs dépens: convocations et condamnations de militants politiques et syndicaux, interdictions de conférences dans des universités, de réunions politiques et de marches de protestation en faveur de la fin de l'occupation des territoires palestiniens.

Le communiqué publié par la France Insoumise (LFI) suite au fait de résistance armée de Hamas du 7 octobre 2023 a valu récemment à deux figures de ce parti français d'opposition, sa brillante cheffe de groupe Mathilde Panot et sa candidate aux élections européennes Rima Hassan, un interrogatoire policier pour « apologie du terrorisme » ! «C'est la première fois dans l'histoire de la Cinquième République qu'une présidente d'un groupe d'opposition à l'Assemblée nationale est convoquée pour un motif aussi grave sur la base d'accusations fallacieuses», a dénoncé Mathilde Panot dans un communiqué. «J'alerte solennellement sur cette instrumentalisation grave de la justice visant à bâillonner des expressions politiques. Le régime macroniste aura transgressé toutes les limites imaginables», a-t-elle ajouté. «Aucune convocation, aucune intimidation de quelque nature que ce soit nous empêchera de protester contre le génocide en cours du peuple palestinien», a prévenu la députée du Val-de-Marne. Mais que reprochent les autorités françaises au parti de Jean-Luc Mélenchon? d'avoir visé juste et dit vrai en mentionnant dans son texte «une offensive armée de forces palestinienne» en guise de riposte légitime à «l'intensification de la politique d'occupation israélienne» dans les territoires palestiniens occupés. Dans la France d'aujourd'hui, celle de Macron et compagnie, toute prise de position ou de parole qui ne va pas dans le sens du « droit d'Israël de se défendre » contre ses opprimés spoliés de leur terre et de leur dignité, expose désormais ses auteurs à des ennuis judiciaires sous prétexte qu'elle dégage des relents antisémites!

La France donneuse de leçons au reste de la planète, notamment les pays africains, alors qu'elle maltraite de plus en plus ses minorités et les migrants, montre maintenant un autre visage. Moins lumineux que le laissent suggérer jusque-là la rhétorique de son élite politique sur les idéaux de liberté et d'égalité. Ce qui ressemble à une couche de vernis a fini par craqueler au grand jour. L'acte de bravoure de Hamas du 7 octobre a eu un tel retentissement que son souffle a fait tomber les masques. Pas seulement en France ou en Grande-Bretagne où le pouvoir et les médias n'ont été merveilleusement sur la même longueur d'onde que sur le registre de la diabolisation du Hamas et l'indifférence

à la guerre génocidaire d'une atrocité sans précédent menée sans relâche depuis plusieurs mois contre les civils sans défense de Gaza. Tout le monde a pu constater à quel point ces bonnes âmes hypocrites à souhait n'avaient dans un double standard flagrant de sensibilité que pour les victimes israéliennes de l'action du 7 octobre et de quelque 200 « otages » qui dans ce contexte de colonisation sont en fait des prisonniers de guerre. Le pogrom gazaoui a mis aussi en ébullition les États-Unis, principal complice du gouvernement de Netanyahu dans ses massacres horribles d'innocents gazaouis dont il a garanti la poursuite par ses vetos à répétition contre les résolutions onusiennes de cessez-le-feu. Ça chauffe très fort pas seulement dans la rue avec des manifestations réclamant la fin des tueries de femmes et d'enfants de l'enclave martyrisée mais le brasier de la contestation touche également le cœur des universitaires américaines. Montant crescendo depuis le 7 octobre, la tension est aujourd'hui à son comble, à la faveur de la généralisation du mouvement de soutien à Gaza sur les campus américains, qui rappelle celui de l'opposition dans les années 60 à la guerre au Vietnam. De New York à Washington, Los Angeles à Atlanta, en passant par Austin, Boston et Chicago... plusieurs centaines d'étudiants déterminés dont certains sont juifs

expriment leurs opinions, s'engagent dans des débats, s'opposent ouvertement et manifestent en guise de dénonciation du soutien militaire de l'administration démocrate à Israël et de la catastrophe humanitaire en cours dans l'enclave palestinienne.

Réputés temple de la démocratie mondiale et de la liberté d'expression, les États-Unis de Joe Biden ont renvoyé une image moins flatteuse avec les arrestations brutales et le matraquage violent de manifestants pacifiques dans les rangs des étudiants mais aussi des professeurs. Les séquences de ces violences policières, qui ont tourné en boucle sur les réseaux sociaux, ont de quoi choquer. Là aussi, c'est le visage d'une autre Amérique dont les dirigeants apportent un soutien aveugle, politique et militaire, aux criminels

de guerre israéliens, qui émerge sous cette révolte estudiantine de grande ampleur que le président Biden a cherchée à stigmatiser en la qualifiant d'antisémitisme dans un communiqué diffusé à la veille de la Pâque juive. Mais la ficelle de l'antisémitisme, utilisée d'habitude pour couvrir l'injustice de l'occupation israélienne et faire taire les critiques dès qu'il s'agit d'évoquer ses atrocités, est devenue aujourd'hui trop grosse pour passer.

La cause palestinienne, qui n'a jamais rencontré une telle résonance populaire s'invite violemment dans la politique intérieure américaine en faisant éclore une espèce de Printemps occidental, nourri par l'inconséquence des hommes au pouvoir à Washington, Paris et Londres. Un printemps de tous les espoirs pour un peuple auquel son bourreau sioniste fait subir depuis plus de 70 ans les pires traitements en lui refusant la liberté dans le cadre d'un Etat indépendant. Avec la complicité de ses alliés européens et américains. Fragilisés et discrédités, ces derniers n'ont jamais paru être sur la corde raide. Reste à espérer qu'ils se libèrent du joug sioniste, à la faveur de la rébellion de l'élite estudiantine américaine, conjuguée à l'engagement sans faille de Mélenchon et de ses amis. Là résiderait le tournant de l'Histoire qui changerait réellement le monde. ▀

Réputés temple de la démocratie mondiale et de la liberté d'expression, les États-Unis de Joe Biden ont renvoyé une image moins flatteuse avec les arrestations brutales et le matraquage violent de manifestants pacifiques dans les rangs des étudiants mais aussi des professeurs.





Côté **BASSE-COUR**



Congrès politique

L'Istiqlal étale ses divisions



Hamdi Ould Errachid.

Si Nizar Baraka a réussi à se faire reconduire au poste de secrétaire général de l'Istiqlal lors du dernier congrès du parti, ce dernier a été incapable d'élire les nouveaux membres du comité exécutif. En cause, la guerre de clan habituelle qui a éclaté en plein travaux opposant le chef qui n'a en fait de chef que le nom au seigneur du Sahara Hamdi Ould Errachid, le véritable homme fort de l'Istiqlal auquel Nizar Baraka doit son élection en octobre 2017 en lieu et place de Hamid Chabat l'agitateur.

Football L'USM d'Alger perd sur tous les terrains

Nouveau camouflet cinglant pour les autorités algériennes. Le tribunal arbitral du sport (TAS) a rejeté mardi 30 avril le recours introduit par la Fédération algérienne de football (FF) pour invalider la décision rendue par la Confédération africaine de football (CAF) à l'encontre de l'USM Alger dans son litige délirant contre la Renaissance Sportive de Berkane (RSB). Un litige portant sur le maillot officiel du club marocain où figure la carte du Maroc dans toute intégrité territoriale (Sahara compris) que la junte militaire algérienne, qui a phagocyté les instances sportives nationales comme le montre clairement ce match pour le moins inattendu en dehors des pelouses, considère comme un «slogan politique».

Cette histoire hallucinante a valu à l'équipe algérienne sa sortie de la compétition de la coupe de la CAF après son refus de jouer dimanche 28 avril le match retour à Berkane conformément à la décision de l'instance africaine. Laquelle a attribué à RS Berkane, qualifié automatique pour la finale contre le club Zamalek du Caire, une victoire 3-0 par forfait en raison de la confiscation par le pouvoir algérien



Le maillot de RSB s'arrache comme des petits pains...

de son maillot officiel et son refus de le lui restituer comme l'ont exigé les responsables de la CAF. Or, cela fait trois ans que RS Berkane joue avec ce maillot, ce qui signifie qu'il a été validé par les instances de la CAF depuis longtemps. Mais tout à leur ignorance frappante et leur hostilité aveugle à l'encontre du Maroc, les maîtres d'Alger en treillis ont cru que les clubs de football décident à la dernière minute de jouer avec les maillots qui leur plaisent. Le grand gagnant du délire du régime algérien est le sponsor de RSB Berkane, la marque de thé Dahmiss qui, inconnu jusque-là du grand public, a bénéficié à la faveur de cette affaire d'un énorme

coup de pub gratuit. Le maillot du club berkani, vendu 200 DH, connaît également depuis l'éclatement de ce différend invraisemblable une demande exceptionnelle au Maroc et à l'étranger et un vif intérêt auprès des fans du football. On dit merci qui. En Algérie, le pouvoir militaire adore se tirer des balles dans le pied, le sport où il est d'une performance inouïe.

L'EMI-Entreprises tient son forum

Le Forum EMI-Entreprises revient en force pour sa prochaine édition qui se déroulera les 8 et 9 mai 2024 à l'École Mohammadia d'Ingénieurs, sous le thème choisi « Le Maroc en Pôle stratégique : architecte d'alliances économiques pour une coopération durable dans les Relations Afro-Européennes ». Selon des promoteurs, ce rendez-vous incontournable, placé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, promet

des échanges riches et fructueux et des opportunités professionnelles uniques à travers une série d'ateliers et de conférences. Le choix du thème de cette 30ème édition fait écho au discours royal du 29 juillet 2023, prononcé à l'occasion, de la Fête du Trône, où le souverain a mis en relief l'importance cruciale des liens économiques entre l'Afrique et l'Europe tout en soulignant le rôle stratégique joué par le Maroc dans cette nouvelle dynamique mondiale.

OCP

Une levée de fonds historique



Mostafa Terrab, président d'OCP. Une vision gagnante.

Le Groupe OCP vient de boucler avec succès une levée de fonds d'un montant de 2 milliards de dollars sur les marchés obligataires internationaux. C'est la plus grande sortie à l'international jamais réalisée par le géant mondial des phosphates. Cette émission, sous forme d'Eurobond, se compose de deux tranches de maturités différentes, à savoir 10 et 30 ans, avec des montants respectifs de 1,25 milliard USD et 750 millions USD, assorties de coupons attractifs de 6,75% et 7,50%. La transaction en question illustre la confiance jamais démentie des investisseurs dans la solidité financière et la pertinence de la vision d'OCP dans le cadre d'une croissance durable. En effet, cette levée de fonds est dédiée à la mise en œuvre du Programme d'Investissement Vert 2023-2027 du leader mondial de l'engrais phosphaté, évalué à 13 milliards de dollars.

Enseignement supérieur

Le Groupe Atlantique s'ouvre sur le Canada

Dans le cadre de sa politique d'ouverture à l'international, le Groupe Atlantique a signé le 26 avril 2024 à Gatineau, au Québec, un partenariat de qualité avec l'Université du Québec en Outaouais (UQO) qui dispense des enseignements en Ingénierie et



en Management. Ce partenariat, premier du genre pour ce nouveau pôle éducatif ambitieux et plein de bonne volonté, porte sur plusieurs volets notamment l'organisation de recherches communes, l'échange d'enseignants et d'étudiants leur permettant de poursuivre leur formation à l'UQO et l'organisation conjointe de séminaires et de manifestations scientifiques. A rappeler que CDG Invest a opéré récemment une prise de participation de 20%, via son programme Génération Entrepreneurs, dans le capital du Groupe Atlantique. Ce partenariat stratégique marque un tournant majeur dans la vie de ce nouveau pôle d'enseignement supérieur et montre, si besoin est, la confiance dont il jouit auprès d'institutions nationales de premier plan.



Côté BASSE-COUR



Résultats à fin mars 2024

Maroc Telecom réalise un bon "débit" d'année

Le Groupe Maroc Telecom a réalisé en ce premier trimestre 2024 des résultats opérationnels et financiers, en croissance par rapport à l'année dernière. Une performance, qui se lit dans des indices au vert, redevable notamment au bon comportement des filiales Moov Africa qui ont permis de faire croître le chiffre d'affaires de 1,2%. Dans le détail, le chiffre d'affaires de la data mobile des filiales



Le groupe Maroc Telecom tire son épingle du jeu malgré les contraintes.

africaines a fait une belle progression de 21,7% tandis que celui de la data fixe au Maroc a gagné 7,6% grâce à la performance de l'activité FTTH (fibre optique jusqu'au domicile). Le parc du groupe n'est pas en reste, qui affiche 77,1 millions de clients, soit une progression de 2,7%

Pour sa part, le Résultat Net ajusté Part du Groupe ressort à 1 528 millions de DH , en hausse de 0,5% à taux de change constant. L'Ebitda ajusté du Groupe s'est apprécié, quant à lui, de 1,7% , confirmant ainsi l'excellente santé financière du leader des Télécoms.

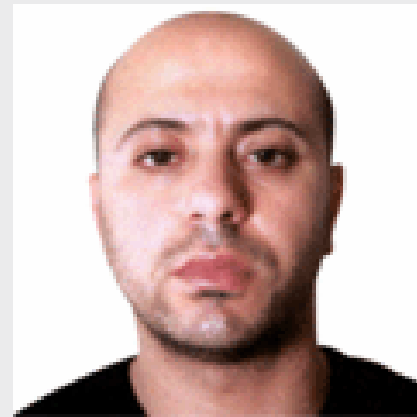
C'est donc un début d'année encourageant pour le Groupe, redevable notamment à la constance des efforts dans l'optimisation des coûts et ce en dépit d'un environnement de plus en plus concurrentiel.

Maroc Telecom reste une valeur sûre qui tire sa force de sa stratégie d'investissement soutenue et ambitieuse. D'où la capacité de l'entreprise de capitaliser sur la qualité de ses réseaux. Ce qui lui permet de se distinguer par une qualité de service qui lui garantit un enchantement permanent du client.

Trafic de drogue

Erramach sort de prison

Abdelmadjid Tebboune et Kais Saïed, deux présidents improbables de l'Algérie et de la Tunisie. Le premier, qui a le chic de transformer en gâchis tout ce qu'il défend, n'a eu aucun mal à fourvoyer le second qu'il considère comme son vassal dans l'organisation à Tunis lundi 22 avril d'un drôle de sommet tripartite.



Mounir Erramach.

Objectif inavoué de cette énième tebbouniade : Enfanter une nouvelle Union du Maghreb arabe, sans le Maroc ! Une initiative trouble et troublante non assumée publiquement puisque deux grands pays du Maghreb, la Mauritanie et la Libye, se sont exprimés contre un ensemble régional excluant le Maroc. Preuve, le communiqué publié par la présidence tunisienne samedi dernier sur son compte Facebook, indique seulement que «sur invitation du président de la République, Kais Saïed, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, et le président du Conseil présidentiel de Libye, Mohammed El Menfi, effectueront une visite à Tunis, le lundi 22 avril 2024, en vue de participer à la première réunion consultative entre les trois pays frères». Aucune mention explicite de la manœuvre tebbounienne anti-marocaine et anti-Maghreb et son union. M.M Tebboune et Saïed sont uniques dans leur genre : ils cherchent à créer une UMA bis en catimini et à l'insu de leur plein gré. Ce projet mort-né dirigé contre le Royaume a au moins le mérite de faire constater à ses promoteurs comploteurs que le Maroc est incontournable et que l'Algérie, en conflit avec tous ses voisins immédiats et nombre de pays arabes et occidentaux, ne fait qu'aggraver son isolement régional. Si Tebboune n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer...

Le Salon Préventica est de retour

Après une interruption de quatre années en raison de la crise sanitaire, le salon Préventica revient en force au Maroc. Les enjeux de cette nouvelle édition qui aura lieu du 21 au 24 mai à l'Office des foires et expositions de Casablanca ont été expliqués lors d'une réunion d'information organisée mardi 23 avril.

Organisé avec le parrainage du ministre de la Santé Khalid Aït Taleb, Le salon Préventica est conçu par ses promoteurs français comme une plate-forme de rencontre entre les professionnels de la santé, la sécurité, la gestion des risques et la qualité de vie au travail dans des secteurs aussi divers que l'industrie, les hôpitaux, l'éducation, la construction...

Les organisateurs annoncent 150 exposants nationaux et étrangers et quelque 4.500 décideurs. Une occasion propice pour faire découvrir aux participants les dernières tendances en matière de prévention des risques professionnels, prendre connaissance de nouveaux produits et services et partager des expériences avec des spécialistes. En plus des expositions, le salon Préventica propose une soixantaine de conférences et ateliers sur des thématiques pointues liées entre autres à la gestion des catastrophes, et la sécurisation des événements sportifs et culturels de grande envergure.



Un événement très attendu.

1ER MAI : LES FONCTIONNAIRES AUGMENTÉS DE 500 DH





Côté **BASSE-COUR**



Beurgois
GENTLEMAN

Ça parle plus arabe que gaulois en France (40)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre k : kibla : كِبْلَة, « direction » est la direction de la Mecque vers laquelle doit se tourner le fidèle musulman pour effectuer le rite de la prière. La précision de direction de La Mecque que vise le fidèle sur son tapis persan (tapis appelé « tourkia » au Maroc) est toute relative : à une distance de 1 000 km, la mesure angulaire de la Kaaba est très légèrement inférieure à un mille-cinq-centième de degré (1/1488 exactement), soit 2,42 secondes d'angle. Et un musulman installé à Paris qui ferait une erreur d'un centimètre dans l'orientation de son tapis prierait vers un point distant de la Kaaba de 76 kilomètres ! Le fait que le Coran n'évoque pas la kibla initiale a été remarqué. Selon certaines interprétations, il n'est pas impossible qu'il y ait eu un flottement entre l'abandon de la première kibla et l'adoption de la seconde.

Certains auteurs ont aussi soutenu la possibilité, dans certains cas, de prières vers l'Est. Ces différences d'orientation posent la question de la capacité des premiers ar-



La mosquée Al kiblataine مسجد القبليتين (mosquée aux 2 kiblas) - Médine - construite en 623

chitectes à définir l'orientation de La Mecque. Archéologiquement, les anciennes mosquées ne sont pas toutes orientées vers La Mecque, ce qui pourrait attester de la conservation de la première kibla par certains jusqu'à la fin du VII^e siècle. En se basant sur des données textuelles et archéologiques, des chercheurs ont émis l'hypothèse que le al-masjid al-haram était situé en Arabie du Nord-Ouest et non à La Mecque. En outre, d'autres

chercheurs affirmaient que les juifs et les musulmans d'Égypte priaient vers l'Est et vers l'Ouest en Babylonie. Certains archéologues s'appuient sur le fait que plusieurs mosquées omeyyades ne sont pas orientées vers La Mecque, selon les résultats de leurs recherches en Irak, ou selon des données historiques en Égypte. Pour le chercheur Burton, le Coran ne donne aucune précision sur la position de la première kibla. La mosquée Al-Qiblatayn, ou mosquée des deux kiblas, construite en 623 de l'ère chrétienne et située aujourd'hui dans un quartier du nord-ouest de Médine, témoignerait de cet événement. En effet, la mosquée présente la caractéristique unique d'avoir 2 mihrabs : un premier mihrab en direction de Jérusalem et un second en direction de La Mecque. La nécessité de se diriger vers La Mecque est rendue difficile dès que cette ville saoudite est hors de vue. Il a fallu donc inventer des outils permettant de calculer sa direction. Cela a probablement stimulé les géographes, astronomes et mathématiciens dans la recherche d'outils mathématiques et d'instruments aussi précis que possible. C'est ainsi qu'ont été conçus des logiciels spécialisés dans le calcul de la kibla, dont certains sont accessibles par Internet, et qui permettent une bonne approximation. ▶ (À suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com
Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPO



FAIRE GAGNER LE SPORT

-18 JOUONS RESPONSABLE



Le Maigret du CANARD



Marché des fruits et légumes

Le Conseil de la concurrence fait une bonne moisson de défaillances...

L'étude réalisée sur «l'état de la concurrence dans les marchés des fruits et légumes au Maroc» a révélé une multitude de dysfonctionnements et de freins qui minent cette filière en contribuant à alimenter leur renchérissement.

AHMED ZOUBAÏR

Une bonne partie de la réponse à la flambée des prix des fruits et légumes au Maroc se trouve dans le diagnostic précieux réalisé par le Conseil de la concurrence. Les principales conclusions de cette étude ont été présentées et débattues en marge du SIAM, vendredi 26 avril à Meknès en présence du ministre de tutelle Mohamed Sadiki, le président du Conseil de la concurrence Ahmed Rahhou et le patron de la Comader Rachid Benali, ainsi que les représentants des ministères de l'Intérieur et celui du Commerce et de l'Industrie.

Le marché national des fruits et légumes est miné par des archaïsmes qui sont à l'origine de nombre de dysfonctionnements pointés dans cette enquête qui vont de la production, à la commercialisation en passant par la distribution. Aux sources de ces déséquilibres se trouve l'obsolescence du cadre juridique régissant l'activité des marchés de gros, incarné par une loi datant du 7 février 1962 ! «Ce texte régit l'exploitation des MGFL [marchés de gros et fruits et légumes] à travers des agréments octroyés gratuitement par l'État à des mandataires désignés par le ministre de l'Intérieur et qui comptent pour moitié des personnes ayant contribué au mouvement de résistance nationale. Ce régime de mandataires des MGFL est souvent considéré comme archaïque et limité dans sa pratique», font remarquer les auteurs de l'avis. Cette législation, basée sur le système des fameuses grimates, qui génère une rente de situation pour ses bénéficiaires, que l'on retrouve dans bien des secteurs comme le transport de voyageurs, les carrières de sable et la pêche, a empêché leur modernisation. Comment ? en installant une opacité dans le circuit profitable aux principaux acteurs du business des fruits et légumes que sont essen-

tiellement les intermédiaires là où il fallait favoriser une régulation du marché via des mécanismes de contrôle et de sanction. «Les intermédiaires occupent une position stratégique entre les producteurs et les consommateurs, ce qui leur confère un pouvoir significatif dans la fixation des prix. Bien qu'ils contribuent à la disponibilité des produits, ils agissent également en tant que faiseurs de prix», indique l'étude du Conseil de la concurrence.

Dans son intervention, le représentant du ministère de l'Intérieur s'est efforcé de défendre la pertinence de cette organisation pointée du doigt au nom de la disponibilité des produits agricoles et le souci de la proximité qui constitue une priorité pour les autorités locales. Certes. Mais lorsque l'on sait que ces intermédiaires ponctionnent autour de 34% sur le prix de vente final contre 25 et 30% pour le producteur, selon les chiffres apportés par l'étude, il y a de quoi s'interroger sur le caractère juste et équitable d'une configuration pénalisante pour les deux extrêmes de la chaîne, l'agriculteur et le consommateur. Ce sont les « nombreux acteurs d'intermédiation dans le circuit de distribution (grossistes, courtiers, commissionnaires, etc. » qui se gavent à leurs dépens, sans valeur ajoutée notable pour toute la filière, en réalisant des marges substantielles. L'un en ne recevant pas le juste prix de son dur labeur et l'autre en payant à des prix anormalement élevés ses produits agricoles.

Traçabilité

Il est certain que les intermédiaires ont leur place dans la chaîne de valeur comme a tenté de le démontrer le délégué du ministère du Commerce et de l'Industrie mais le temps est venu d'encadrer leur activité par la loi afin d'introduire une bonne dose de transparence dans leurs transactions. Si les intermédiaires font la pluie et le beau temps c'est parce qu'ils jouent aussi les financiers du petit agriculteur, révèle pour sa part le président de la Comader Rachid Benali. Professionnel de la filière oléicole, il a considéré lors de son intervention que l'intermédiaire est un « mal nécessaire » compte de son rôle non négligeable dans le financement du petit et moyen agriculteur qui le considère comme un sauveur. En vérité, l'intermédiaire, qui peut aussi être un spéculateur pour certains produits agricoles non périssables rapidement comme les figes sèches, profite du fait que l'agriculture nationale reste sous-financée malgré les efforts considérables déployés par le Crédit agricole pour imposer sa loi. Celle d'acheter la récolte sur pied à vil prix en faisant ses choux gras de la vulnérabilité du fellah, et de sa crainte



Ahmed Rahhou, président du Conseil de la concurrence.

que ses produits agricoles ne pourrissent sans qu'ils ne trouvent preneur. Pour supprimer cette dépendance ou du moins la réduire, les auteurs de l'étude préconisent la mise en place des circuits courts et ultra courts via lesquels les producteurs ont la possibilité de vendre leurs produits directement au consommateur. Sans passer par les intermédiaires et les marchés de gros. Ce système, prévu dans la loi no 37.21 qu'il faut compléter par les textes d'application, permet aux agriculteurs de toucher une rémunération équitable tout en permettant la traçabilité de sa marchandise. La traçabilité ! C'est l'un des points noirs du commerce des denrées agricoles, concède le ministre de tutelle Mohamed Sadiki. « Nous arrivons à contrôler ce qui se passe en amont de la chaîne agricole comme les intrants et les pesticides mais la traçabilité pose un sérieux problème », explique-t-il en substance. La défaillance

dans le domaine de la traçabilité trouve principalement son origine dans la prolifération des marchés informels des fruits et légumes à travers le pays. « Bien qu'il n'existe pas de données précises sur l'ampleur de ces marchés informels, les opérateurs du marché de gros des fruits et légumes (MGFL) de Casablanca estiment que leur poids représente plus de 25% des flux de produits circulant dans la ville », selon l'enquête de terrain du Conseil de la concurrence, qui pointe la difficulté de garantir une certification de la qualité et la sécurité des produits ». C'est dire que le marché des fruits et légumes a besoin d'une mise à niveau en profondeur dans le domaine à la fois législatif et organisationnel. Il s'agit de dépoussiérer les textes en vue de les mettre en conformité avec les impératifs de concurrence entre les acteurs, de transparence commerciale et de traçabilité des produits agricoles. Le besoin de doter le pays de marchés de gros nouvelle génération dotés d'entrepôts frigorifiques, de stations de lavage et d'ateliers de tri et de conditionnement et de laboratoire d'analyse a été relayé également par les rédacteurs de l'enquête. ▀

Halte au gaspillage

L'autre fléau qui frappe le secteur des fruits et légumes a pour nom le gaspillage. Entre 25 et 30 % des produits agricoles partent chaque jour dans la poubelle, selon l'étude du Conseil de la concurrence. Un gâchis monumental sur tous les plans, notamment en termes d'eau, d'intrants et de labeur. En cause, un problème de conditionnement et d'emballage qui fait que les fruits et légumes notamment les plus fragiles comme la tomate, les fraises ou les figes arrivent surtout après un long trajet jalonné de secousses détériorés sur les étals des commerçants. Pour remédier à ce problème, le président de la Comader Rachid Benali préconise le remplacement des caisses en bois dont la contenance est de 30 kg actuellement en vigueur par des bacs en plastique de 10 kg semblables à ceux utilisés dans la filière de la pêche. « En plus d'être hygiéniques, les caisses en plastique ont l'avantage d'assurer une bonne conservation des produits agricoles en leur occasionnant moins de dommages », explique M. Benali. ▀



Désormais,

TOUS LES MAROCAINS

SONT COUVERTS PAR L'AMO

**ET PEUVENT BÉNÉFICIER,
DES MÊMES SERVICES ET PRESTATIONS**



Cnss Maroc @CnssMaroc @cnssmaroc www.cnss.ma Cnss Maroc Cnss.maroc@ @CNSS.Officiel cnss.maroc

POUR PLUS
D'INFORMATIONS
APPELEZ





Le Maigret du CANARD



A la veille du 1er mai

Le gouvernement sort le chéquier

En accordant une hausse salariale de 1000 DH par mois aux fonctionnaires, l'exécutif a cherché à mettre fin à l'exaspération sociale qui commence à toucher nombre de corporations en proie à des mouvements de grève sans précédent. Explications.

LAILA LAMRANI

C'est un chef du gouvernement souriant et décontracté qui a tenu à annoncer, lundi 29 avril, à Rabat, la bonne nouvelle à la presse : une hausse générale de 1000 DH nets par mois des salaires des fonctionnaires qui n'ont pas bénéficié d'une revalorisation salariale. Cet

accord conclu, à la veille du 1er mai, avec les syndicats et le patronat dans le cadre du round du dialogue social d'avril prévoit également, selon Aziz Akhannouch, une baisse mensuelle de l'impôt sur le Revenu (IR) de l'ordre de 400 DH pour les fonctionnaires et les salariés des catégories à revenu moyen, ainsi qu'une nouvelle hausse de 10% du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) et du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG). Avec cet accord, le nombre de bénéficiaires d'une hausse des revenus a atteint 4,250 millions depuis le début du dialogue social, dont 1,250 million de fonctionnaires du secteur public et 3 millions de salariés du secteur privé, ce qui confirme l'orientation démocratique et sociale du Royaume, a-t-il souligné.

L'exécutif avait approuvé en septembre 2023 une hausse de 5% du salaire minimum (SMIG) brut, passant de 2 970 à 3 120 DH, ce qui correspond à un net de 2 900 DH. Le salaire minimum garanti dans le secteur agricole (SMAG), actuellement de 2 303 dirhams, a également augmenté de 5%. Visiblement satisfait par les termes de cet accord social, Aziz Akhannouch



Aziz Akhannouch signant l'accord sous le regard satisfait du ministre Younes Sekkouri.

a souligné que le round de dialogue social d'avril, a permis parallèlement aux mesures d'augmentation des revenus, de s'accorder sur les principes de base de la mise en oeuvre de la réforme des régimes de retraite et de la loi organique sur la grève, dont l'examen se poursuivra au parlement.

Exaspération sociale

Dans une déclaration à Maroc Hebdo, le secrétaire général de l'UMT Miloudi Moukharik s'est dit ouvert « à la négociation mais pas dans le sens de museler le droit de grève qui reste un droit constitutionnel ».

La réglementation du droit de grève, un vieux serpent de mer complexe, a besoin d'une loi-cadre consensuelle pour éviter les débrayages intempestifs et qui s'éternisent comme ceux qui ont paralysé pendant des mois l'école publique. Dans ce sens, les centrales syndicales, souffrant d'un discrédit profond vis-à-vis de leur base, apparaissent dans ce contexte d'exaspération sociale de plus en plus dépassées par les événements et incapables de maîtriser leurs troupes. Devant cette situation, l'UMT, UGTM et autre FDT

sont appelées à mettre de l'ordre dans leur maison déstabilisée par la floraison des coordinations qui commencent, comme l'a clairement montré la grève des enseignants, à tenir le haut du pavé de la revendication sociale. Le cadeau que leur a fait le gouvernement à la veille du 1er mai est censé les remettre en scelle en gagnant en crédibilité aux yeux du personnel de la fonction publique en désamorçant la tension qui commence à gagner des pans entiers de la fonction publique. Le gouvernement a sorti le chéquier pour calmer les pulsions contestataires de l'armée des fonctionnaires. Certes, la multiplication des débrayages dans des secteurs vitaux comme la santé, l'enseignement et la justice fait peur au gouvernement, mais est-ce le meilleur moyen pour optimiser le rendement d'une fonction publique peu efficace et pléthorique qui engloutit 13% du PIB?

Le dossier des retraites, dans son aspect financier et nombre d'années de travail supplémentaires, n'est pas moins difficile à gérer pour sauver des régimes au bord de la faillite qui font peser une menace sérieuse sur les pensions des retraités actuels et futurs. Les pistes de réforme, qui ont fait l'objet d'une série de réunions entre les syndicats et le ministre des finances, sont sur la table. Reste à s'entendre sur le meilleur scénario pour la mise en oeuvre du plan de sauvetage. ▀

1ER MAI : À FOND(S) LA CAISSE





Le Maigret du CANARD



Fitness et remise en forme

Comment Passage fitness muscle son activité

Un parcours sans-faute réalisé par Passage Fitness depuis son installation en 2014 au Maroc. Ce groupe de sport qui a fait dès le début le choix d'un positionnement premium dans le domaine du fitness et de la remise en forme affiche au compteur 6 salles de sport haut de gamme (quatre à Casablanca, un à Tétouan et un à Oujda), plus de 10.000 adhérents et une centaine de cours hebdomadaires par club. Dopés par la réussite de leur modèle économique qui a résisté à la crise sanitaire qui était fatale à de nombreuses salles de sport, les promoteurs de Passage Fitness ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. La prochaine ouverture,

Maarouf. Quel est le secret de la réussite de Passage Fitness? « C'est une sorte d'alchimie comportant plusieurs ingrédients », indique Mehdi Tazi qui cite l'exigence en termes de service au client, la propreté des clubs et l'investissement dans le capital humain.

« Passage Fitness dispose d'une académie dont le rôle est d'assurer la formation et la qualification des nouvelles recrues avec à la clé un plan de carrière pour nos collaborateurs », affirme notre interlocuteur. « Le style novateur de nos plateformes en termes d'aménagements, de choix de matériaux et d'identité visuelle, le tout combiné à la possibilité de s'entraîner dans des espaces épurés avec des équipements



qu'ils vivent comme un grand challenge, c'est Rabat, dans le quartier huppé de Souissi. « Nous sommes en train de mettre la dernière main à ce projet où nous avons mis du cœur à l'ouvrage en pensant aux moindres petits détails pour qu'il soit à la hauteur des exigences de la capitale », explique avec enthousiasme le directeur des opérations de Passage Fitness Mehdi Tazi.

Outre un matériel dernier cri de marque Life Fitness, une équipe de coaches spécialisés, une offre SPA et bien-être et un service de nutrition sur place adapté aux sportifs, Passage Fitness se distingue par « une ambiance très lumineuse » octroyée par « ses énormes baies vitrées offrant une vue plongeante sur l'océan ». C'est le cas de la majorité de ces clubs de la capitale économique (comme ceux de Morocco Mall et Marina) qui s'enrichira bientôt de nouveaux clubs à Dar Bouazza, Bouskoura et Sidi

Un concept novateur qui rencontre le succès.

ultramodernes sont tout aussi déterminants. C'est un travail de tous les jours, constant et minutieux, où rien n'est laissé au hasard, pour maintenir le standing élevé de Passage Fitness et fidéliser notre clientèle et élargir le cercle de nos abonnés. », ajoute-t-il.

En plein boom entretenu par le souci du corps chez un public de plus en plus large, le secteur du fitness et de la remise en forme a migré vers une autre logique où la qualité de service et sa diversité conditionnent l'engagement. Les patrons de Passage Fitness l'ont compris, qui se sont positionnés pour répondre aux attentes d'un segment du marché exigeant. Sur ce plan, il faut reconnaître que Passage Fitness a mis la barre trop haut. ▀

L'AGRICULTEUR LIVRÉ À LA VORACITÉ DES SPÉCULATEURS

EUX ILS TRIMENT ET
C'EST MOI QUI RECOLTE...



Communiqué de presse



M. Hassan BOULAKNADAL prend officiellement ses fonctions de Président Directeur Général de la CIMR

Casablanca, le 30 avril 2024 – Suite à la réunion du Conseil d'Administration de la CIMR, tenue le lundi 29 avril 2024, Monsieur Khalid CHEDDADI a officiellement passé le flambeau à M. Hassan BOULAKNADAL en tant que Président Directeur Général de la CIMR.

Le Conseil d'Administration a exprimé sa gratitude envers M. Khalid CHEDDADI pour sa contribution exceptionnelle et son dévouement tout au long de son mandat, et a réitéré sa confiance dans les compétences et la vision de M. Hassan BOULAKNADAL pour conduire la caisse vers de nouveaux succès.

Cette transition marque, une nouvelle étape dans l'histoire de la CIMR, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités et à des réalisations futures prometteuses.

Le parcours professionnel de M. BOULAKNADAL est très riche par la diversité des institutions qu'il a géré avec grand succès.

M. Hassan BOULAKNADAL a démarré son parcours professionnel dans le secteur privé dans le domaine de la gestion d'actifs au sein d'un grand groupe financier de la place au sein duquel il a assumé plusieurs responsabilités et mandats sociaux.

Il a également été nommé en 2009 en tant que Directeur Général au Conseil Déontologique des Valeurs Immobilières (CDVM) actuellement Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMCC), fonction qu'il occupera jusqu'en 2016, où il été désigné Directeur Général de l'Office des Changes.



Le Maigret du CANARD



Industrie textile

Un drame social cousu de fil blanc

Fleuron de l'industrie textile de Meknès, Sicomek, anciennement Sicom, a mis la clé sous le paillason en 2018, laissant sur le carreau plusieurs centaines d'ouvriers, majoritairement des femmes, qui n'ont plus que les yeux pour pleurer.

LAILA LAMRANI

Jeuudi 25 avril, vers 19 heures. Un cortège composé exclusivement de quelques dizaines de femmes crie à tue-tête des slogans en arabe pendant qu'il se dirige vers la Cour d'Appel de Meknès, située sur la place de l'Istiqlal. Discrètement escortées par deux policiers marchant à bonne distance, les manifestantes s'arrêtent aux abords du tribunal, lieu du rendez-vous, où quelques hommes déjà sur place entreprennent de déployer rapidement des banderoles sous le regard de la foule des badauds. Un coup

d'œil rapide sur les mots écrits sur les bandières nous renseigne sur la nature de ce mouvement de protestation. Il s'agit d'un sit in, l'énième du genre, organisé par les ouvrières de la société industrielle de confection de Meknès (Sicomek), anciennement Sicom, en guise de protestation contre la fermeture fin 2017 de ce qui était dans les années 80, 90 et 2000 le fleuron industriel de la cité ismaélienne. Avec cette faille incompréhensible, ce sont plusieurs centaines d'emplois qui ont été perdus. Du jour au lendemain, le personnel, composé majoritairement de femmes, se sont retrouvés sur le carreau. Sans source de revenus. Ni filet social. Un véritable drame qui brisé leur vie de famille en les appauvrissant. Cela fait près de 7 ans que ces victimes organisent sit in sur sit in devant l'usine et la Cour d'Appel de la ville. En vain. Pas d'interlocuteur. Aucune solution en vue. Le désespoir total.

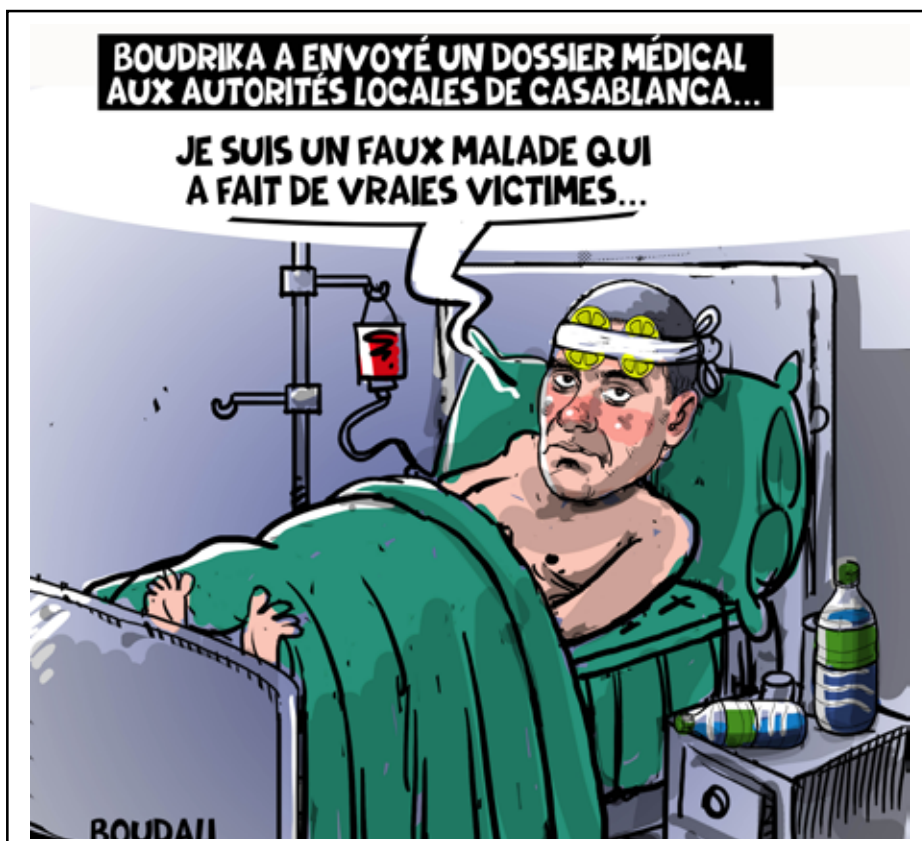
L'entreprise, installée après sa création en 1975 dans le quartier industriel de Aïn Sloughi, a connu son heure de gloire sous l'époque de son fondateur Alami Tazi, ex-ministre RNI du commerce et de l'Industrie, décédé en janvier 2011. « Le décès de feu Tazi a signé l'arrêt de mort de Sicom après son passage sous le contrôle des héritiers », explique, le regard triste, un ouvrier qui regrette la période faste du père fondateur qu'il évoque avec une grande nostalgie et une pointe d'émotion perceptible dans la voix. « Sicom comptait au top de sa forme



Le Sit in des ouvrières licenciées de Sicomek.

quelque 1200 travailleurs, l'activité tournée principalement vers l'export fonctionnait à plein régime », ajoute-t-il. La cinquantaine, les stigmates de la souffrance et du dénuement visibles sur le visage, une ouvrière emmitouffée dans un djellaba et la tête couverte d'un foulard noir, Naima renchérit : « Feu Alami Tazi était un bon patron, il prenait soin de nous, nous offrait le mouton à l'occasion de l'Aïd El Kebir, l'entreprise accordait au personnel des prêts sans intérêts pour acheter son logement principal ». Sa copine d'infortune, habillée comme elle à la manière traditionnelle, intervient dans la conversation : « J'ai donné mes plus années à cette entreprise et pour nous remercier ses nouveaux patrons nous ont jeté dans la rue comme des malpropres ». Les nouveaux patrons de Sicom, qui devient Sicomek après sa cession en 2016, sont un homme d'affaires du nom de Anass Al Ansari qui rachète l'entreprise en association avec l'opérateur français Leo Minor spécialisé dans la confection. Mais le repreneur marocain ne tarde pas à rendre son tablier la mission de redressement de la société s'avérant visiblement plus compliquée que prévu - suivi par son partenaire étranger qui met la clé sous le paillason en 2018. Les repreneurs qui tirent leur épingle quittent un navire à la dérive en laissant derrière eux une situation sociale inextricable. Le soutien public d'un montant de 4 millions DH, supporté à part égales par le conseil municipal de Meknès et la région, aura été accordé finalement en pure perte

puisqu'il n'a pas permis le sauvetage de l'entreprise qui croulait sous les impayés qui, entre CNSS, ONEE, impôts et crédits bancaires, se chiffraient à un peu plus de 15 millions de DH. Exhalant des relents de mauvaise gestion, l'affaire, qui s'effiloche, périclité. Quelque 650 ouvrières, surjeteuses, couturières et piqueuses, affiliées à la CDT, se retrouvent sans emploi. Le code du travail ne les a nullement protégés puisqu'elles n'ont pas touché d'indemnités ni bénéficié de leurs droits sociaux. Le bureau régional du syndicat de feu Noubir Amaoui est accusé par certains employés de ne pas avoir fait assez pour défendre le dossier de Sicomek et trouver une solution à ce conflit social qui a fait basculer la vie de centaines de familles démunies dans un véritable cauchemar. « Du jour au lendemain, notre vie a tourné à l'enfer. Nous ne sommes plus capables de faire face aux dépenses contraintes du quotidien ni régler les frais de scolarité de nos enfants, ni nous soigner correctement faute de versement des cotisations à la CNSS par notre employeur », se plaint une femme d'un certain âge qui lâche, la voix étranglée par l'émotion : « Ils ont volé nos salaires, privé de nos droits et précairisé nos familles en nous livrant au dénuement. Dieu punira ceux qui nous ont mis dans cette situation que personne ne souhaitera même pas à son ennemi ». Abandonnées à leur propre sort, les femmes courageuses de Sicomek n'abandonnent pas le combat. Poursuivant leur action de protestation, elles s'accrochant malgré un horizon sombre à l'espoir d'une solution qui viendrait atténuer leur souffrance. ▀





Le Maigret du CANARD



La Fondation OCP en 2023

Des initiatives à fort impact tous azimuts

Le rapport d'activité 2023 de la Fondation OCP vient de sortir. «Guidée par des engagements ancrés dans ses principes fondamentaux» et traduits en « initiatives à fort impact », la Fondation a pu réaliser des résultats concrets au cours de l'année écoulée.

CHAIMAA EL OMARI

En chiffres, il s'agit de l'accompagnement de 109 635 bénéficiaires dont 45% sont des femmes, la mise en place de 344 projets en co-construction avec des communautés. L'action de l'institution-phare du leader mondial des phosphates, mené avec la collaboration de pas moins de 325 partenaires marocains et issus de plusieurs pays du sud, a dépassé les frontières nationales pour se déployer dans 11 nations. Tout au long de l'année 2023, la Fondation a mobilisé toutes ses ressources, humaines et financières, au service de diverses communautés en matière de développement durable en soutenant des actions qui ont un impact positif, durable et concret sur la vie de toutes et de tous. Les initiatives sont nombreuses et touchent divers domaines (Enseignement, sport, agriculture, développement durable, économie solidaire...). Citons à titre d'exemple : Formations et renforcement de capacités au profit des populations du parc national de Niokolo Koba, organisation d'ateliers de travail autour du socle start2gique de la Fondation OCP, distinction de 8 coopératives lors de la 4ème édition du Prix national des meilleurs idées de projets coopératifs « Lalla Mpitaouina 2023, lancement de la première promotion de la filière Sport-Études au nouveau Lycée d'Excellence de Rabat, renforcement des coopératives féminines au Malawi à travers une formation en gouvernance et ges-



tion, dispensée à 60 femmes issues de 2 coopératives. En matière de soutien à l'éducation qui s'inscrit dans le cadre de son engagement en faveur de l'excellence, la Fondation OCP a soutenu ou initié 245 projets qui ont bénéficié à quelque 86279 personnes dont 49% sont de jeunes filles, contribue au renforcement de 147 entités. Côté formation, Les bénéficiaires sont au nombre de 3803 dont 752 cadres. En 2023, la Fondation a assuré l'accompagnement de la carte scolaire 2022-2023 du Lycée Mohammed VI d'Excellence (LM6E).

À Benguerir, un restaurant a été aménagé et équipé, et un cycle de formation BTS a été créé. Toujours à Rabat, le soutien de la Fondation a permis le démarrage de la filière Sport-Études du Lycée d'Excellence de Rabat. Créée en 2020 et financée par la Fondation OCP, la FIRSI (Fondation Ibn Rochd pour les Sciences et l'Innovation) est aujourd'hui le premier pourvoyeur de bourses d'études au Maroc. Ces bourses sont

octroyées aux étudiants marocains et subsahariens les plus méritants pour leur permettre de poursuivre leurs études dans des établissements nationaux et internationaux d'excellence, de telle sorte d'accélérer l'émergence de nouveaux leaders au Maroc et à l'international.

Partenaire privilégié

En partenariat étroit avec l'UM6P, la FIRSI promeut l'égalité des chances, connecte les principaux acteurs de la recherche et de l'innovation et participe au développement des compétences de jeunes talents marocains et africains. Outre l'appui financier aux programmes de bourses, la Fondation a également participé en 2023 à la mise en place du dispositif d'apprentissage de proximité « Massarates Rhamna ». Le corps enseignant est au cœur de l'action de la Fondation qui poursuit son appui aux Centres de Formation des Professeurs Agrégés (CPA).

Outre les travaux de réhabilitation des CPA de Rabat, Marrakech et Settat ont été achevés en 2023, la Fondation a équipé ceux de Rabat, de Fès et de Marrakech d'ouvrages et de matériel pédagogique. La proportion de marocains dans le classement

des concours d'entrée aux meilleures écoles le confirme : les jeunes marocains ont du talent. Pour donner à ces talents les meilleures chances d'accéder aux cursus les plus prestigieux, la Fondation accompagne les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE) publiques, dans le cadre de son partenariat avec le ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports.

Un soutien qui s'est traduit en 2023 par de nombreuses réalisations.

Partenaire privilégié de la Fondation pour porter ses initiatives en matière de promotion d'une éducation de qualité, l'UM6P continue de démontrer que toutes les ambitions sont accessibles à ceux qui s'en donnent les moyens. Et l'ambition de l'UM6P est connue : former les talents de demain à des métiers d'avenir et les accompagner sur le chemin de l'excellence.

Dans cette dynamique, et avec l'appui de notre Fondation, l'UM6P a déployé différentes initiatives en 2023, au rang desquelles figurent le lancement du Centre National de Digitalisation de l'Enseignement à Distance, l'inauguration du Social Experience Program en mai 2022, la mise en place d'un cycle BTS au LM6E de Benguerir. Soutenir une école inclusive en parrainant des établissements publics afin de faciliter l'accès à l'éducation fait aussi partie des axes de travail de la Fondation.

Tout comme la facilitation à scolarisation et l'insertion professionnelle des personnes en situation vulnérable et la conclusion de partenariats avec des associations engagées auprès des populations à besoins spécifiques. Côte solidarité nationale, la Fondation OCP s'est fortement mobilisée suite au séisme d'Al Haouz en apportant son aide sur plusieurs volets. Une mobilisation qui montre si besoin est la force de l'engagement de la Fondation OCP envers les communautés en difficulté et dans les moments de crise que traverse le pays. ▶

Un timbre commémoratif pour les 60 ans de l'ONCF

Barid Al-Maghrib a lancé, en partenariat avec l'Office National des Chemins de Fer (ONCF), une émission spéciale de timbre-poste commémorant le 60ème anniversaire de la création de l'Office. Une cérémonie de dévoilement a été présidée le mardi 30 avril 2024 à la gare Rabat-Agdal par le directeur général de l'ONCF, Mohamed Rabie Khlie et le directeur général du Groupe Barid Al-Maghrib, Amin Benjelloun Touimi.

Intitulé « Office National des Chemins de fer : 60 ans de progrès », ce nouveau timbre-poste représente un ancien train datant de plus de 50 ans et le train à grande vitesse Al Boraq, lancé par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI en novembre 2018. Ces deux trains côte à côte sur les rails, témoignent de la transformation opérée par l'opérateur ferroviaire national depuis sa création en 1963. A cette occasion, Amin Benjelloun Touimi a indiqué que « l'émission de ce nouveau timbre-poste s'inscrit dans le cadre de la politique de Barid Al-Maghrib qui vise à accompagner et à soutenir les grands projets structurants de notre pays. La coopération avec l'ONCF renforce notre volonté mutuelle à accompagner pleinement la dynamique de développement économique et social de notre pays sous la conduite éclairée de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Que Dieu l'Assiste ».



Amin Brnjelloun et son homologue de l'ONCF dévoilant le timbre commémoratif.



Ces Stars qui soutiennent la Palestine



Dustin Hoffman



« L'humanité a cessé d'exister à la naissance d'Israël. »

Oliver Stone



Sur Gaza: "Je n'ai jamais vu un tel massacre"

Itziar Itunio
La Casa de Papel



« Nos voix parviendront aux palestiniens Vos tueurs sont nos tueurs »

Angelina Jolie



«Les droits de l'homme dans le monde sont véritablement un gros mensonge, je découvre que ces droits et cette justice sont accordés à certaines personnes et pas à d'autres.»

Cynthia Nixon



Elle a entamé une grève de la faim en soutien à la Palestine et pour réclamer un cessez-le-feu.

Lena Headey
Games Of Throne



Apporte son soutien à l'Afrique du Sud dans son procès contre Israël à la cour internationale de justice.

Gary Lineker
Footballeur international



A partagé un tweet en appelant à boycotter les athlètes israéliens et exige que la FIFA et le CIO prennent leurs responsabilités.

Mel Gibson



«Les sionistes sont la source du désastre, j'aurais aimé pouvoir les combattre.»

Channing Tatum



"Nous refusons de raconter aux générations futures l'histoire de notre silence, que nous sommes restés là et que nous n'avons rien fait. L'histoire regarde".

Melissa Barrera
Scream



Elle a créé une collecte de fonds pour le peuple palestinien après que les Etats-Unis ont annoncé qu'ils gelaient les fonds destinés à l'UNRWA, depuis cette annonce elle reçoit des menaces de Mort

Anthony Hopkins



«Israël est synonyme de guerre et de destruction et nous, Américains, sommes derrière cette guerre. J'ai honte d'être Américain.»

Christopher Landon



démissionne de la réalisation du film Scream 7 suite au licenciement de Melissa Barrera et au départ de Jenna Ortega qui avaient toute deux soutenu la Palestine.

Susan Sarandon



a été licenciée par son agence artistique UTA après avoir dénoncé le génocide en cours en Palestine lors d'un rassemblement pro-palestinien.

Jenna Ortega



A demandé la résiliation de son contrat avec la franchise "Scream", suite au licenciement de Melissa Barrera, licenciée après avoir exprimé son soutien à la Palestine.

Marcia Cross



Sur Gaza « Comment peut-on vivre parmi des gens avec des yeux qui ne pleurent pas, le cœur qui ne bronche pas et des voix qui restent silencieuses. Il n'y a pas de mots pour l'horreur, et le silence me fait croire que je suis sourde. »

Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
**Economiste,
 ancien
 ministre de
 l'Emploi et des
 Affaires sociales.**

Le bilan à mi-mandat du gouvernement

Des incohérences et des questions en suspens

suffisants à eux seuls pour traduire la réalité et surtout le ressenti des populations.

Le gouvernement a beau exprimer sa satisfaction de son bilan, ce qui est somme toute normale, mais ce n'est guère suffisant pour convaincre et avoir l'adhésion des citoyens qui sont les « récipiendaires » des politiques publiques. Le gouvernement est là en principe pour servir d'abord les citoyens et les rendre heureux. Prenons juste un exemple, celui de la généralisation de la protection sociale

qui constitue effectivement un « chantier révolutionnaire » et nous étions les premiers à le reconnaître. Ce qui intéresse le citoyen, c'est d'abord une facilité d'accès aux soins de qualité et un accueil humain dans les établissements de santé, de préférence publics. Sans polémique aucune, il faut reconnaître qu'on est loin malheureusement d'atteindre cet objectif. Pour se faire soigner, il faudrait avoir des moyens et s'adresser à une clinique privée. D'ailleurs, un chiffre sur lequel on aimerait bien avoir l'avis du Gouvernement : plus de 80% des dépenses de la santé profitent au secteur privé ! La marchandisation de la santé avance à grands pas.

Application

En outre, certaines questions sont à peine abordées, voire gentiment esquivées. C'est le cas de la problématique de l'emploi et du chômage. Sur cette question sociale qui est déterminante pour assurer la dignité des citoyens et la prospérité du pays, la politique gouvernementale a connu un échec. Les programmes autour desquels on a fait beaucoup de tapage n'ont pas donné l'effet escompté. Les chiffres avancés par le gouvernement sont sujets à caution. Ainsi, on estime que le programme « Awrach », doté d'une enveloppe de 4,5 milliards DH, a créé 221000 emplois ! Des emplois fictifs dans la mesure où ils n'apparaissent pas dans les statistiques du HCP. Le gouvernement reconnaît que les activités non agricoles ont créé en moyenne 116000 postes d'emplois en 2022 et 2023 contre une moyenne de 58 000 postes d'emplois entre 2010-2015 et une moyenne de 66000 entre 2016-2021. Ce qui est juste mais il oublie de préciser que cela est dû à la création en 2022 de 164 000 emplois

dans les services qui sont pour l'essentiel des emplois précaires et de survie. Comment alors expliquer la hausse vertigineuse du taux de chômage en 2023 à un niveau jamais atteint au cours des deux dernières décennies ?

Pour résoudre cette énigme, le Gouvernement, visiblement en panne d'inspiration, compte recourir aux services d'un bureau d'études étranger, en l'occurrence McKinsey. Ce même Bureau qui a élaboré le fameux « Plan Maroc Vert » dont on paie aujourd'hui les frais !

Précisons, toutefois, que nous ne sommes pas par principe, ou par chauvinisme, contre le recours à une expertise étrangère. Au contraire, à chaque fois que nous manquons d'une expertise dans un domaine de pointe, il n'y a aucun complexe pour recourir à un apport étranger. Et tous les pays sont passés par là y compris le géant chinois. Mais dans un domaine comme celui de l'emploi, comme d'ailleurs celui de l'agriculture et autres, notre pays dispose de compétences qui n'ont rien à envier aux compétences étrangères. Ce dont nous avons besoin en la matière c'est d'une stratégie faite par les Marocains, avec les Marocains et pour les Marocains.

Pour rappel, nous avons élaboré une stratégie nationale pour l'emploi en 2015 qui a été considérée par l'Organisation Internationale du Travail parmi l'une des meilleures au niveau de la région MENA. C'est un travail réalisé par un groupe de Marocains, universitaires et praticiens, avec l'implication des partenaires sociaux et des principaux ministères concernés par l'emploi. Cette stratégie, débattue et adoptée par le Conseil de gouvernement de l'époque (2 juillet 2015), est accessible sur les sites de l'OIT et du Ministère de l'inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences (MIEPEEC). Bien sûr, il ne suffit pas de confectionner de bonnes stratégies, domaine dans lequel nous excellons, encore faut-il les mettre en application. Ainsi la stratégie nationale pour l'emploi ne demande qu'à être actualisée et surtout appliquée.

Par conséquent, recourir à un Bureau d'études étranger est économiquement injustifié et politiquement inacceptable. Un tel acte constitue un mépris de notre intelligence collective et un manque de confiance à l'égard des compétences scientifiques dont regorgent nos universités et notre administration. Sans oublier l'apport des Marocains du Monde. Seuls les Marocains seraient en mesure d'apporter les solutions adéquates à nos problèmes. De grâce Monsieur le Chef du gouvernement, ne dilapidez pas les deniers publics pour enrichir les bureaux d'études étrangers qui n'apportent aucune valeur ajoutée. Si ce n'est des PowerPoint en couleurs que nous autres Marocains saurons mieux le faire. Avec une vision nationale et un esprit patriotique en plus !

En présentant le bilan mi-mandat la semaine dernière devant les deux chambres parlementaires, le Chef du gouvernement n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction de ce qui a été réalisé. Qui plus est, il estime que les réalisations ont « dépassé toutes les attentes ». Sans préciser s'il s'agissait des attentes du gouvernement ou des attentes des citoyens. Une différence de taille !

Il y avait dans le discours présenté devant le parlement un biais méthodologique qui empêche d'en faire une bonne lecture. En effet, quand on présente un bilan, c'est par rapport à des objectifs annoncés initialement soit dans la déclaration gouvernementale - qui constitue un contrat entre le gouvernement et le peuple- soit dans les lois votées par le parlement dont notamment les lois de finances. Tel n'était pas le cas à de rares exceptions. On s'est limité à avancer une « corbeille » de chiffres sur les différents secteurs sans les mettre en adéquation avec les engagements pris. Par ailleurs, sur certaines questions « gênantes », le gouvernement n'avait pratiquement rien à dire faisant sienne la boutade selon laquelle « ce qu'il y a de mieux à faire est de ne rien faire ». C'est ce qu'on peut relever concernant la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la lutte contre l'économie de rente, l'enrichissement illicite, le conflit d'intérêts, les cadeaux accordés au grand capital...

Une autre limite méthodologique de la présentation de ce bilan à mi-mandat réside dans le fait qu'il est plus quantitatif que qualitatif. Ainsi, les chiffres, nonobstant leur importance, ne sont pas





Le MIGRATEUR



Espagne **Pedro Sanchez déçoit ses adversaires politiques**

«J'ai décidé de continuer» à la tête du gouvernement, a affirmé lundi 29 avril sur un ton solennel Pedro Sanchez, au pouvoir depuis 2018, dans une allocution de neuf minutes prononcée sur le perron du palais de la Moncloa, siège officiel de la présidence du gouvernement espagnol.

LAILA LAMRANI

Le Premier ministre espagnol met ainsi fin à un suspens de cinq jours en annonçant sa décision de rester au pouvoir, malgré la «campagne de discrédit» dont il accuse l'opposition de droite d'être l'instigatrice. Une kabbale politique qui atteint, selon lui, son point d'orgue, avec l'ouverture d'une enquête judiciaire à l'encontre de son épouse. L'affaire a éclaté au grand jour lorsqu'un tribunal madrilène a révélé l'ouverture d'une enquête préliminaire pour «trafic d'influence» et «corruption» contre sa femme Begoña Gómez.

Niant lundi avoir agi de la sorte par «calcul politique», il a invité le pays à mener «une réflexion collective» sur la polarisation de la vie politique, afin d'empêcher «la désinformation de diriger le débat politique». «Ou nous disons «assez» ou la dégradation de la vie publique conditionnera notre avenir et nous condamnera comme pays», a-t-il ajouté.

Pedro Sánchez avait suspendu depuis le 17 avril toutes ses activités publiques, alors qu'il devait notamment lancer le lendemain la campagne des élections régionales du 12 mai en Catalogne. Scandant «Pedro, reste!», des

milliers de sympathisants s'étaient rassemblés samedi 27 avril devant le siège du Parti socialiste à Madrid pour lui demander de ne pas quitter son poste.

Enquête contre l'épouse de Pedro Sánchez, entourée du plus grand secret, a été ouverte à la suite d'une plainte de l'association initiée par «Manos limpias» (Mains propres), un collectif proche de l'extrême droite. Elle porte en particulier, selon le média en ligne El Confidencial, sur de supposés liens noués par Begoña Gómez avec le groupe Globalia, parrain de la fondation dans laquelle elle travaillait, au moment où Air Europa, compagnie aérienne appartenant à Globalia, négociait avec le gouvernement Sánchez l'obtention d'aides publiques. Cette compagnie a effectivement touché, en novembre 2020, 475 millions d'euros, issus d'un fonds de 10 milliards destiné à soutenir les entreprises stratégiques en difficulté à cause de la pandémie. Mais ces subventions ont bénéficié également à des dizaines d'autres compagnies aériennes concurrentes comme, Iberia, Vueling ou Volotea...

Frustration

Le parquet a demandé le classement de cette affaire visiblement sans consistance, tandis que Manos limpias a reconnu que sa plainte était uniquement basée sur des articles de presse. Mais le juge chargé du dossier n'a pas encore dévoilé ses intentions. Pedro Sánchez veut voir dans cette plainte une nouvelle illustration d'une campagne de déstabilisation menée à son encontre par «une coalition d'intérêts de droite et d'extrême droite» qui «n'acceptent pas le verdict des urnes», avait-il écrit mercredi dans une longue lettre mise en ligne sur le réseau social X. L'arrivée au pouvoir il y a six ans de Pedro Sanchez a été mal digérée par ses



Pedro Sanchez et son épouse.

adversaires de la droite et l'extrême droite. Ces derniers contestent sa légitimité politique pour avoir mobilisé l'extrême gauche et les partis basques et catalans dans le cadre d'une motion de censure contre son prédécesseur conservateur Mariano Rajoy, plombé par un scandale de corruption. Le jeune Leader socialiste a fait enrager davantage ses rivaux en réussissant à se faire reconduire au gouvernement en novembre grâce au soutien des partis indépendantistes catalans en échange d'une loi d'amnistie pour les séparatistes impliqués dans la tentative de sécession de la Catalogne en 2017. La frustration du Parti Populaire et de ses alliés d'extrême droite a dû être si grande que leur chef de file, Alberto Núñez Feijóo, dont le parti est arrivé en tête des législatives du 23 juillet 2023, n'a pas réussi, faute d'une majorité viable, à faire valider sa candidature par les députés.

Fin politique qui agit sur les événements au lieu de les subir, le président socialiste du gouvernement espagnol a définitivement gagné l'hostilité de ses adversaires politiques en opérant une alliance stra-

tégique avec le Maroc qui a permis, à la faveur de la reconnaissance par Madrid du plan d'autonomie pour le Sahara marocain comme la seule option viable et crédible, de tourner la page des malentendus du passé. Pedro Sanchez n'est pas seulement convaincu que les deux royaumes voisins et amis sont liés par une communauté de destin et qu'ils ont tout intérêt à renforcer davantage leur coopération pour leurs intérêts mieux compris. Il est passé à l'action en faisant preuve d'un courage politique exceptionnel pour donner corps à cette conviction validée de belle manière par la décision de la FIFA de confier l'organisation de la coupe du monde 2030 à l'Espagne, le Maroc et le Portugal. Au-delà de sa dimension sportive, cette candidature tripartite scelle concrètement le rapprochement entre l'Europe et l'Afrique, le nord et le sud de la Méditerranée et s'inscrit parfaitement dans nouvelle géostratégie des alliances mondiales. Les chantres du passéisme, à l'œuvre en Espagne seront mieux inspirés de regarder leur voisinage avec d'autres lunettes. ▀

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4 Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Bec et ONGLES



Nizar Baraka, secrétaire général de l'Istiqlal

Je reste l'homme faible de l'Istiqlal



Une équipe du Canard a été reçue par le secrétaire général de l'Istiqlal juste après sa reconduction à la tête du parti lors d'un congrès qui a tourné au blocage sur fond de conflits claniques...

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

C'est un congrès sans enjeu qui s'est déroulé fin avril...Êtes-vous satisfait?

Réponse : Pour moi, l'évènement c'est quand il n'y a pas d'enjeu. Ma réélection qui était acquise d'avance n'en est pas un. L'essentiel c'est mon maintien à la tête de l'Istiqlal. Sur ce plan, mission accomplie. Même si on a été incapable de nous mettre d'accord sur les membres du nouveau comité exécutif.

Mais la mission reste inachevée dans votre guerre plus ou moins larvée contre Hamdi Ould Errachid et son clan du Sahara...

C'est cet homme qui est à l'origine du blocage qui a perturbé le déroulement des assises. Il commence à me pomper sérieusement l'air avec ses envies fantaisistes et ses exigences trop complexes concourant toutes à placer ses hommes dans les instances décisionnelles du parti.

Ce qui est quelque part normal puisqu'il représente le véritable patron de l'Istiqlal...

Foutaises ! Même si c'est vrai, même s'il a fait de moi l'homme faible de l'Istiqlal, cela ne lui donne pas le droit raison de chercher à m'écraser en me dépouillant de toute marge de manœuvre. Il faut que je puisse exister politiquement et ne pas me mettre en difficulté vis-à-vis des militants et de mes partenaires de la majorité.

Il paraît que Hamdi Ould Errachid n'a pas désespéré de faire son entrée au gouvernement...

Hamdi n'aspire à rien sauf à me mener la vie dure. C'est son fils, un homme sans niveau scolaire qui ne vole pas très haut, qu'il fait tout pour imposer en cas de remaniement ministériel. C'est le seul trophée qui manque à Hamdi qui possède tout, le pouvoir de l'argent et l'ensemble des leviers du pouvoir à Laayoune.

Qui dans le groupe istiqalilien a de fortes chances d'être éjecté ?

Tous sont candidats au départ, sauf moi bien sûr. J'ai engagé des chantiers trop importants en matière d'eau pour quitter l'exécutif à mi-mandat. Et puis, j'ai encore soif du gouvernement et de son confort qui me vont comme une paire de gants.

Quid du scandale moral dont le héros est Nouredine Mediane poursuivi en justice pour son ex-maîtresse pour diffamation, injure et chantage ?

C'est un scandale que nous avons réussi à étouffer grâce à la mobilisation de tous les clans du parti. Mediane est en train de tomber dans les oubliettes après sa démission forcée de la chefferie du groupe parlementaire. Ce qui a évité au parti de devoir le traîner comme un boulet en découplant son image d'homme à femmes de celle de notre parti réputé conservateur.

Collectivités locales

Boudrika le fugitif risque la destitution



Mohamed Boudrika

Mohamed Boudrika va-t-il rejoindre sa fonction de président du conseil d'arrondissement de Mers Sultan qu'il a déserté depuis la fin de l'année dernière ? Si l'élu du RNI, par ailleurs député, questeur du Parlement et président du Raja, ne met pas fin à son absentéisme prolongé qui a occasionné un grave préjudice aux intérêts de la collectivité, il risque tout simplement la révocation. C'est ce qui ressort de la lettre de mise en demeure en date le 17 avril 2024 qui lui a été adressée par le gouverneur de la préfecture d'Al Fida-Mers Sultan ou il lui enjoint de reprendre ses fonctions avant le 24 avril, date d'expiration du délai réglementaire prévu dans les dispositions de la charte communale. En guise de réponse à cette mise en demeure, Boudrika a envoyé aux autorités un dossier médical tendant à montrer qu'il se trouve à l'étranger pour se soigner. Par ce qui ressemble à une manœuvre, le malade imaginaire est visiblement décidé à entretenir le mensonge autour de son absentéisme prolongé dans l'espoir de continuer à tromper son monde comme il avait tenté de le faire via sa vidéo, une grossière mise en scène où il s'est filmé juste après sa prétendue opération du cœur. Qui a dit que le président du Raja ne mettait pas du cœur à l'ouvrage ?





Et BATATI ET BATATA



La vie en rose... bonbon

Goûter plus de 3500 bonbons par mois pour un salaire annuel de 100 000 dollars canadiens, le tout depuis son canapé. Voilà une offre d'emploi alléchante publiée le mois dernier par Candy Funhouse, une boutique canadienne de friandises en ligne, qui recherche son nouveau « directeur général des confiseries ». « Au début de l'année dernière, nous étions à la recherche de bonbonlogues, nos goûteurs de saveurs originales », a indiqué Vanessa Janakijevski-Rebello, porte-parole de Candy Funhouse à l'AFP. « Nous cherchons maintenant notre directeur général des confiseries, qui guidera nos bonbonlogues tout en douceur ! » Il incombera à l'heureux élu de nombreuses responsabilités, comme l'approbation de nouveaux produits à l'aide du « label DGC (Directeur Général des Confiseries) », l'organisation de « réunions du conseil des confiseries » ou encore le rôle de « goûteur en chef ». Sans oublier la prise en charge de « tout ce qui est amusant » dans l'entreprise. L'offre n'est ouverte à toute personne vivant en Amérique du Nord et ayant 5 ans ou plus. Il faut, bien évidemment, avoir « des papilles en or » et « une passion pour les sucreries », précise l'offre d'emploi. Candy Funhouse a indiqué avoir déjà reçu plus de 100 000 candidatures en deux semaines. « La majorité provient d'adultes, mais environ 25 % sont des enfants », a détaillé la porte-parole. Une fois sélectionné, le recruté sera soumis à « une formation poussée à la dégustation » et bénéficiera, bien sûr, d'une assurance dentaire intégrale.

Clebs de sport

Avec les chaleurs intenses, difficile de promener son toutou par 45 degrés l'été à Abou Dabi. C'est le constat qu'a fait le propriétaire d'un magasin d'accessoires pour animaux, Mansoor Al-Hammadi: « Cet été est particulièrement chaud ! La chaleur du sol affecte l'énergie du chien, mais aussi celle de son maître ». Alors le propriétaire du magasin Posh Pets (traduisez Chien chic) a créé au-dessus de sa boutique un espace sportif spécial toutou pour que le chien se dépense dans une salle climatisée. Ce n'est pas une salle d'entraînement pour que votre animal soit plus agile ou plus docile, mais une vraie salle de sport, avec des tapis de course !

Sky News plane

Après la mort d'un jeune homme noir, tué par la police à Londres (Angleterre) lundi 5 septembre, une marche s'est déroulée samedi suivant dans les rues de la ville. La chaîne de télévision Sky News s'est trompée et a fait passer l'événement pour un regroupement en l'honneur de la reine Élisabeth II, décédée jeudi, rapporte le HuffPost. La chaîne a notamment diffusé des images prises depuis un hélicoptère. Des manifestants portaient des pancartes « Justice pour Chris Kaba » et « Black Lives Matter ». Le journaliste a alors commenté ces images : « Trafalgar Square, regardez ça, regardez la foule de gens qui descendent... Ils vont remonter le centre commercial, et quelle promenade là-bas. Il y a des milliers de personnes qui bordent cette route, c'est vraiment un spectacle incroyable ». Cette erreur a été vivement critiquée, notamment sur les réseaux sociaux. « Sky News a présenté cela comme une « marche pour la reine » mais c'était une manifestation contre le meurtre d'un homme noir non armé », déplore un internaute.



Rigolard



C'est l'histoire d'un mec un peu bête qui voit un jour une petite annonce dans le journal : « Pour 100€, venez augmenter votre intelligence chez le professeur Duchmol. » Ravi de cette opportunité, il se rend sur le champ chez le professeur et débourse ses 100€. Le professeur le fait monter dans sa machine et lui demande : « Quel niveau d'intelligence souhaiteriez-vous atteindre ? - Le niveau maximal ! Je veux être vraiment très intelligent ! »

Le professeur s'exécute, ferme la porte de l'engin, tourne le bouton au maximum et met la machine en marche. Elle commence à ronronner et à clignoter. Au bout de cinq minutes, tout s'arrête et le professeur fait sortir son client. Celui-ci est ravi et s'en retourne chez lui.

Quelques jours plus tard, le client revient, absolument désespéré. « Professeur, s'il vous plaît, aidez-moi ! Maintenant que je suis intelligent, j'ai compris que ma femme me trompe, que mes amis me volent et que tout n'est que bêtise et laideur sur cette Terre ! Rendez-moi à nouveau bête, que je puisse reprendre le cours de mon ancienne vie... »

Le professeur le fait remonter dans sa machine, tourne le bouton dans l'autre sens, mais tout à coup la machine s'emballe et le bouton reste bloqué tout en bas. S'en suit un vacarme impitoyable et beaucoup de fumée.

« Mon Dieu, qu'ai-je donc fait ? J'ai dû créer un monstre ? » Quand tout s'arrête, il court ouvrir la porte de l'engin au pauvre homme à l'intérieur. Mais ce dernier n'a pas l'air d'aller si mal. Il sort de la machine, en fait le tour, et s'adresse au professeur d'un ton sévère : « Vos papiers, s'il vous plaît ! »

Trois hommes se retrouvent en enfer : un Américain, un Japonais et un Québécois. Le Diable leur dit :

« Si vous êtes capables d'encaisser trois de mes coups de fouet sans crier, alors vous pourrez aller au paradis. Pour vous aider, je vous laisse même utiliser tout ce que vous trouverez ici. »

L'Américain commence et demande à avoir le plus gros rocher de l'enfer pour le protéger.

Premier coup, le rocher craque.

Deuxième coup, le rocher éclate.

Troisième coup, l'Américain crie et finit en enfer.

Ensuite, le Japonais prétend pouvoir se défendre avec un art martial ancestral.

Premier coup, rien.

Deuxième coup, encore rien.

Troisième coup, toujours rien. Cependant, le Japonais demande à rester le temps de voir comment le Québécois s'en sortira.

Ce dernier, après un moment d'hésitation, déclare :

« Bon ben... j'utilise le Japonais ! »

Un homme effrayé se rend chez la police secrète et dit : « Mon perroquet parlant a disparu. »

« Pourquoi êtes-vous venu ici ? Va voir la police urbaine. »

« Je le ferai. Je suis juste ici pour vous dire que je ne suis pas d'accord avec ce que va dire ce perroquet. »

*Question : Quelle est la différence entre le capitalisme et le socialisme ?

Réponse : Dans une société capitaliste, l'homme exploite l'homme, et dans une société socialiste, c'est l'inverse.

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

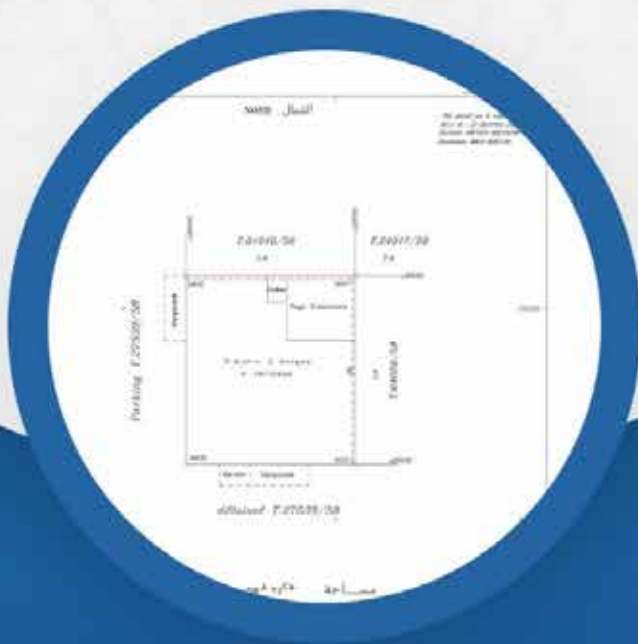
Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





L'immatriculation foncière

Une procédure juridique efficace et performante pour sécuriser et valoriser vos biens immobiliers et vos investissements.



www.ancfcc.gov.ma